



Les 10 décisions de l'UMP-UVO qui démantèlent notre département

Edito

La droite impose aux Valdoisiens de régler la dette de l'Etat !

Six mois après son arrivée aux commandes du département, l'UMP-UVO ne peut cacher son soutien inconditionnel à un gouvernement et à une majorité parlementaire ayant voté la « mort » des départements avec la réforme des collectivités territoriales.

Ses orientations budgétaires, instaurant l'austérité, son acharnement à démanteler les mesures déterminantes que la gauche avait mis en œuvre dès mars 2008 au bénéfice des valdoisiens et positionnant le Conseil général en véritable bouclier social en attestent.

La même équipe qui a dirigé pendant 40 ans notre département voudrait aujourd'hui justifier ses choix politiques « drastiques » qu'elle inflige à l'ensemble des secteurs d'activités du département en mettant en avant la situation financière difficile du département qu'elle semble redécouvrir.

L'UMP-UVO voudrait par cette « pirouette », faire oublier aux valdoisiens la responsabilité de l'Etat à l'origine de plus de la moitié de la dette du département, soit 412 millions d'euros au 31 mars 2011, essentiellement générée par les transferts de compétences -APA, RSA-PCH- sans compensation financière, depuis 2004.

Dans cette période de crise, l'UMP-UVO a décidé de sacrifier le pouvoir d'achat des valdoisiens nous faisant payer au prix fort les errements budgétaires d'avant 2008 et ceux de l'Etat. Elle augmente de plus de 20% les impôts et réduit au passage les aides directes auxquelles ceux-ci pouvaient prétendre.

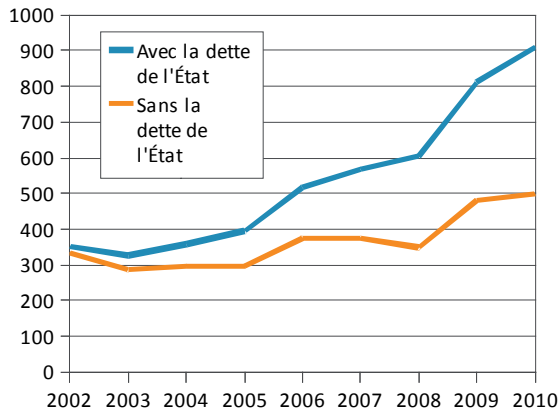
Par ses choix irresponsables, qui gèlent l'action et l'attractivité de notre département, l'UMP-UVO se positionne clairement en liquidateur du Conseil général.

Face à l'inaction d'une droite, qui révèle chaque jour, ses mensonges et ses intérêts purement partisans, les élus de l'opposition du département restent mobilisés aux côtés des valdoisiens et des forces vives de notre département.

Didier ARNAL
Président du groupe

La dette, c'est la droite

évolution de la dette départementale (en m€)



Didier Arnal

Les 10 décisions de l'UMP-UVO qui démantèlent notre département

1 Augmentation des impôts de plus de 20%

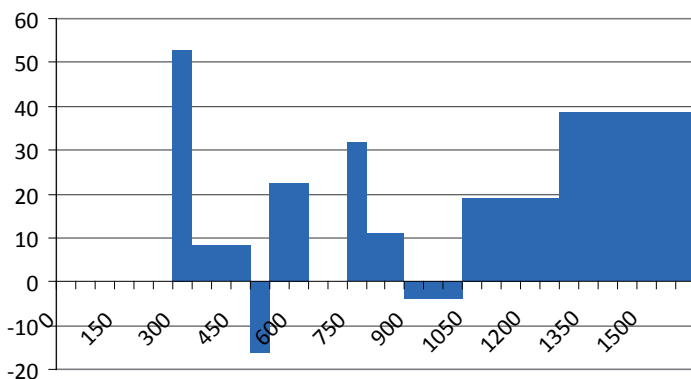
Contrairement à ce qu'elle avait promis durant toute la campagne, la droite a décidé, dès son retour aux affaires, d'augmenter les impôts des Valdoisiens de 20%. Avec l'affaiblissement de tous les services publics de proximité valdoisiens, la suppression des grands dispositifs d'aides directes aux citoyens les plus en difficulté, cette hausse apparaît

comme une triple peine : plus de crise, plus d'impôt et moins de services. Tout cela pour obéir à l'UMP et à Sarkozy en prenant part au remboursement de la gestion catastrophique de l'État depuis 2002.



Collège : Hausse des tarifs de la restauration 2

évolution des tarifs de cantine
en % en fonction de la part fiscale



Bien qu'elle ait voulu passer sous silence l'augmentation importante pendant les vacances des tarifs de la restauration scolaire, c'est bel et bien un « hold up » dans les poches des familles que la droite a opéré. Percevant bien que supprimer la progressivité des tarifs serait un suicide politique, la nouvelle majorité a préféré modifier le découpage en tranches pour pouvoir discrètement augmenter le prix du repas (voir graphique ci-contre). La hausse est si importante que pour beaucoup de collégiens, la cantine coûte de nouveau beaucoup trop cher.

Fin de la contractualisation : Baisse des aides aux communes 3

Sous l'impulsion de la gauche, le département s'était engagé dans un partenariat de longue durée avec les communes en assurant un financement équitable, garanti et pluriannuel. Après avoir crié au loup lors de la mise en place de la

contractualisation, on attendait le dispositif UMP-UVO en faveur des communes. Pas de surprise, avec la droite ce sera le retour à la logique de guichet : « premier arrivé premier servi et resservi ! » En réalité peu de projets recevront une aide supérieure

à 20%. Les communes riches pourront donc venir plusieurs fois réclamer des subventions alors que les communes en difficulté, incapables de financer les 80% restant à leur charge, seront dans l'incapacité de mener à bien tous leurs projets.

4

Baisse des aides pour les crèches

Pour palier les difficultés à trouver une place en crèche pour les familles ou subvenir au financement d'un(e) assistant(e) maternel(le) représentant souvent un obstacle à la reprise de l'activité professionnelle, notamment pour les femmes, nous avons dès 2008, développé «VObébé» une aide directe aux familles pour :

- palier l'urgence des besoins en matière d'accueil d'enfant
- Articuler la défense du pouvoir d'achat et le principe de solidarité
- favoriser la création et l'accès à l'emploi

Afin de rétablir une équité territoriale en matière de structures et de services d'accueils dédiés à la petite enfance, dès mars 2008, nous avons souhaité accompagner financièrement dans le cadre du dispositif de contractualisation, l'ensemble des communes afin de leur permettre de répondre à leur besoin en la matière.

L'UMP-UVO, dans son nouveau dispositif d'aide aux communes, décide de rompre avec le principe d'équité territoriale et abaisse les aides d'investissements de près de 50% à l'ensemble des communes qui ont la nécessité de se doter de structures d'accueil pour les enfants de moins de 6 ans.

La culture sacrifiée 5

La culture, partagée, accessible au plus grand nombre, c'est ce qui fait lien dans la société. C'est aussi « ce qui reste quand on a tout oublié » disait Edouard Hériot. Ce qui est sûr c'est qu'elle risque de n'être plus qu'un lointain souvenir quand la droite

aura fini de baisser les crédits.

C'est 20% de coupes pour les associations et les manifestations qui font vivre nos territoires dès cette année.

C'est la culture et le lien social qu'on assassine !

L'UMP-UVO, prenant prétexte d'une refonte du système des bourses aux collégiens et des bourses d'insertion professionnelle, supprime des aides destinées à près de 8000 jeunes valdoisiens : l'aide au permis de conduire, les bourses aux étudiants de l'enseignement supérieur, les bourses aux lycéens valdoisiens, les bourses aux jeunes en enseignement technique et professionnel et les bourses à la mobilité internationale

Son nouveau dispositif EVA (Entrée dans la Vie Active) a pour vocation essentielle d'accompagner les jeunes inscrits dans un processus d'accès à l'emploi. Il oublie une grande partie de notre jeunesse, notamment les étudiants. Il instaure une politique «clientéliste» au cas par cas..

Moins pour les jeunes 6

7 Suppression de l'aide au permis de conduire pour les jeunes

Dire que la droite fait la guerre à la jeunesse depuis 2002 est un lieu commun. Supprimer l'aide au permis de conduire, alors que son coût est bien trop élevé pour

2000 jeunes aidés par le dispositif « aide au permis de conduire »

de nombreux jeunes valdoisiens, en est une belle illustration. En réalité, avec la suppression de deux autres aides, c'est la politique de la jeunesse qui est

amputée de la moitié de ses crédits alors que dans la même séance, la droite faisait voter une augmentation de 3 millions d'euros pour la vidéo-surveillance.

La politique de la jeunesse est définitivement une question de priorité.



Investissements en berne

8



Comme pour les collègues et les communes, les dépenses d'investissements sont en baisse dans tous les domaines. Moins 20% cette année. Ce sont autant d'équipements et d'infrastructures qui manqueront au Val d'Oise pour préparer l'avenir et attirer les emplois de demain sur notre territoire.

Un tract payé par la collectivité ?

Dans un «tract» politique inséré dans le magazine départemental, l'UMP-UVO laisse entendre que la situation financière du département est due à la gestion de la gauche alors qu'elle a pour principale origine la dette de l'état à l'égard du Conseil général.

Le département souffrait déjà d'un endettement élevé en 2008, avant la victoire de la gauche. En 2006 la dette par habitant s'élevait à 512 € contre 264 € pour les départements comparables.

Devant ces difficultés nous avons agi en gestionnaires responsables, en planifiant les investissements, en contractualisant nos aides aux communes pour soutenir celles qui en ont le plus besoin.

Mais nous avons également fait le choix de soutenir l'investissement et le pouvoir d'achat en période de crise.

Dans ce contexte de raréfaction des deniers publics, de 2008 à mars 2011 nous avons affiché notre détermination à assainir les finances du Conseil général sans jamais pénaliser ni fragiliser les contribuables du département.

9 Le plan route du département fait pschitt !

La droite nous avait annoncé un grand plan de rénovation des routes du val d'Oise. Au lieu de cela elle a présenté bien modestement un plan de 5 millions. La majorité de cette enveloppe a été consommée pour entretenir les routes départementales.

Finalement très peu de maires ont pu percevoir une aide suffisante

pour faire autre chose qu'appliquer quelques pansements sur leurs routes qui disparaîtront cet hiver au premier signe de gel. Plus inquiétant, une bonne partie de ces crédits sont pris sur les enveloppes destinées à améliorer la sécurité routière et notamment aux abords des écoles.

10 Transport des personnes à mobilité réduite

Le désengagement financier successif de l'état et de l'UMP-UVO, met en péril le maintien de l'aide aux déplacements, indispensable sur notre

département, pour les personnes à mobilité réduite et les personnes âgées que nous avons initié avec PAM95.

